

Macron consulte les partis, Borne se remet au travail

Le Président est à la manœuvre, consultant les responsables des partis pour trouver des « solutions constructives » en l'absence de majorité au Parlement. Il a confirmé sa Première ministre à son poste.

Emmanuel Macron a voulu reprendre l'initiative hier en recevant les responsables des partis pour trouver des « solutions constructives » afin d'empêcher un blocage politique au Parlement, soutenant sa Première ministre Elisabeth Borne, confirmée jusqu'à nouvel ordre. Cette dernière recevra quant à elle « la semaine prochaine les présidents de groupes fraîchement élus à l'Assemblée nationale », a annoncé la porte-parole du gouvernement Olivia Grégoire, à l'issue d'une « réunion de travail » à Matignon avec l'ensemble des ministres. La cheffe du gouvernement « est au travail, elle prépare les prochains jours avec le gouvernement, l'ensemble des décrets que nous devons sortir », a souligné Olivia Grégoire.

« Il y a beaucoup de décrets à prendre »

En poste depuis à peine plus d'un mois, Elisabeth Borne a été confirmée jusqu'à nouvel ordre par le chef de l'État, qui a refusé en début de matinée sa démission « afin que le gouvernement puisse demeurer à la tâche », selon l'Élysée. Il est de tradition après les élections législatives que le chef du gouvernement propose sa démission, avant d'être aussitôt reconduit à son poste. Mais Elisabeth Borne est sur un siège éject-

table après les résultats décevants dimanche aux législatives où la Macronie a perdu la majorité absolue. « La Première ministre a plaidé pour rester afin d'avoir les outils pour faire face à la situation et aux urgences des Français », a expliqué son entourage. Il y a beaucoup de décrets à prendre dans les jours à venir, dont la revalorisation du point d'indice, la deuxième phase de Parcoursup... On ne peut pas se permettre d'avoir un gouvernement qui ne gère pas cela ».

Jacob refuse « toute logique de pacte »

« Nous sommes là pour gouverner, nous avons été élus par le peuple pour gouverner, nous gouvernons sous l'autorité d'Elisabeth Borne et du président de la République », a martelé à sa sortie de Matignon le ministre de l'Économie Bruno Le Maire. Mais, signe que c'est bien le chef de l'État qui reste en premier à la manœuvre, l'Élysée a rappelé que c'est lui qui va d'abord « mener les consultations politiques nécessaires en recevant les chefs de parti susceptibles d'avoir un groupe à l'Assemblée nationale afin d'identifier les solutions constructives envisageables au service des Français ».

À l'issue d'une discussion qualifiée de « franche », le patron de LR Christian Jacob a répété que le parti de droite refusait d'entrer dans « toute



logique de pacte » même s'il ne sera « jamais » dans « le blocage des institutions », une position contestée par certains au sein de LR.

Le Pen : « Opposition, pas obstruction »

Du côté de la majorité, les alliés d'Emmanuel Macron font pression : le patron du MoDem, François Bayrou a appelé à « s'approcher aussi près que possible de l'union nationale. C'est en travaillant le plus possible ensemble dans des débats respectueux, ouverts - même s'ils sont chauds - que nous ferons, au

fond, ce que les citoyens attendent de nous ».

Et Edouard Philippe, autre allié clef d'Emmanuel Macron d'enfoncer le clou : il a appelé à la création d'une « grande coalition », estimant possible un « compromis » avec Les Républicains, ainsi que de négocier avec le PS, quitte à « trouver des profils nouveaux » pour en prendre la tête. Le chef du PS Olivier Faure a expliqué à Emmanuel Macron que les socialistes étaient « disposés à avancer » si le gouvernement prenait des mesures sur le pou-

voir d'achat, notamment une hausse du Smic.

Marine Le Pen a elle rappelé que le RN revendiquait « la présidence de la Commission des finances » et la vice-présidence de l'Assemblée, réaffirmant que le groupe d'extrême droite entendait être « dans l'opposition » mais « pas dans l'obstruction systématique ». Le chef du PCF Fabien Roussel a fermé la marche hier soir, avant qu'Emmanuel Macron reçoive aujourd'hui Julien Bayou (EELV) et les Insoumis Adrien Quatennens et Mathilde Panot.

Mélenchon appelle Borne à se soumettre à un vote de confiance

Élu de justesse dans le Calvados, Elisabeth Borne, qui n'assiste pas aux entretiens avec les partis politiques, a été fragilisée par la gifle électorale reçue dimanche, et dans l'opposition, plusieurs élus, de LFI à la LR Valérie Pécresse, ont réclamé sa démission.

« Cette femme n'a aucune légitimité », a affirmé hier Jean-Luc Mélenchon, en l'appelant à se soumettre à un vote de confiance des députés. « Nous sommes en train de perdre notre temps avant qu'elle s'en aille », a-t-il ajouté, disant « attendre que le fruit tombe de l'arbre ».

« Je trouve assez curieux d'entendre un homme qui n'a pas été élu par les Français (...) donner des leçons de légitimité à une femme qui est Première ministre et qui a été élue par les Français », lui a répondu le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, rappelant que la majorité présidentielle « a reçu le plus grand nombre de suffrages et le plus grand nombre de sièges à l'Assemblée nationale ».



L'ÉDITO

de **STÉPHANIE MAYOL**

Rédactrice en chef adjointe
edito@nicematin.fr

Cauchemar en cuisine

C'est un leitmotiv qui revient depuis dimanche soir : les Français en ont marre de la tambouille électorale. Même si les politiques s'en défendent et pointent chacun du doigt le camp adverse, les petits « accords » salés-su-

crés entre (faux) amis-ennemis semblent rester sur l'estomac des citoyens. Et pourtant. En choisissant une Assemblée aussi panachée et en privant la macronie d'une majorité absolue, les électeurs n'ont pas fini d'ob-

server leurs élus aux fourneaux. Et à couteaux tirés. Au premier chef : les représentants d'Ensemble !, qui, selon leurs propres dires, devront nouer des alliances... à la carte selon les textes de loi qu'ils voudront présenter. Un véritable cauchemar en cuisine. Arrivée en tête des suffrages, la majorité présidentielle désormais relative se retrouve grande perdante de ces législatives aux résultats hors-norme, et pourrait, rapidement, pédaler dans la

semoule. Dès lors, vers quels (pseudo-) alliés se tourner ? Les Républicains, qui ont rappelé qu'ils étaient bel et bien

« Les électeurs n'ont pas fini d'observer leurs élus aux fourneaux. Et à couteaux tirés. »

sur certaines réformes comme la retraite à 65 ans ? La Nupes version douce, façon Olivier Faure, qui assure qu'il votera les lois

en faveur du pouvoir d'achat si elles correspondent aux propositions de la gauche ? Et pourquoi pas le Rassemblement

national, comme l'a évoqué sur le plateau de C ce soir sur France 5 la députée Renaissance (ex-En marche) Céline Calvez, provoquant un tollé des forces politiques hors RN ?

Plusieurs mariages de saveurs – même si le dernier a vite tourné au vinaigre – auxquels pourraient être adjoints l'emploi de l'article 49.3 de la Constitution ou encore l'organisation de référendums. Sacrée ratatouille en perspective dans les arrières-cuisines d'un pouvoir largement affaibli. Et pour qui même Philippe Etchebest⁽¹⁾ ne paraît pas pouvoir être d'un grand secours.

1. Le chef qui vole à la rescousse de restaurants en grande difficulté dans l'émission de M6, *Cauchemar en cuisine*.